

# **Solidarité Gaza : manifestation interdite mais maintenue à Paris, autorisées dans de nombreuses autres villes**

dimanche 20 juillet 2014, par [Collectif Gaza](#), [FTCR](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [OBERTI Charlotte](#), [RTL](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juillet 2014).

## Sommaire

- [Manifestation en soutien à \(...\)](#)
- [Gaza : des manifestations \(...\)](#)
- [Malgré la dure répression \(...\)](#)
- [VIVE GAZA LA HÉROÏQUE](#)
- [Le pouvoir perdant, la solidar](#)

## **Manifestation en soutien à Gaza interdite à Paris : des dizaines d'interpellations**

2 000 et 3 000 personnes ont bravé l'interdiction et se sont rassemblées, samedi, dans le nord de Paris, en soutien aux Palestiniens de Gaza. Manifestants et forces de l'ordre se sont affrontés. 38 personnes ont été interpellées, selon la police.

Gaz lacrymogènes, grenades assourdissantes, scènes de panique... La manifestation pro-palestinienne, interdite par les autorités, a tourné à l'émeute, samedi 19 juillet, à Paris. Rassemblées sur le boulevard Barbès, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, 2 000 à 3 000 personnes ont été bloquées par les policiers, déployés en grand nombre. Dans l'incapacité d'avancer vers le sud de la capitale, les manifestants ont défilé quelques minutes en direction du nord, en scandant « Israël assassin, Hollande complice » ou « Nous sommes tous des Palestiniens », avant d'être repoussés par les forces de l'ordre.

Des gaz lacrymogène ont alors été tirés sur les manifestants, qui ont pour certains riposté en lançant pierres et projectiles, alors que d'autres incitaient à ne pas faire usage de la violence. Le rassemblement s'est ensuite dispersé dans les différentes artères du quartier, où plusieurs mouvements de foule ont été observés. Les forces de police ont alors rapidement bloqué la capacité de mouvement des personnes, via un impressionnant dispositif de CRS, mais aussi l'intervention musclée de policiers vêtus en civil.

Les commerçants, eux, ont fermé leur magasin, par précaution, certains cafés bloquant même leurs clients à l'intérieur. Des débordements ont ainsi eu lieu entre les 10<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> arrondissements parisiens. Des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants voulant en découdre sont également survenus dans le 1<sup>er</sup> arrondissement.

À 21 heures samedi soir, selon la police, 38 personnes avaient été interpellées pour jets de projectiles, violences contre les forces de l'ordre et outrage. Quatorze policiers ont également été

blesés mais le calme semblait peu à peu revenir dans le nord de Paris en début de soirée.

### « La France est le seul pays qui a interdit une manifestation pro-palestinienne »

Plus tôt dans l'après-midi, au départ du rassemblement, la tension était palpable aux abords du métro Barbès-Rochechouart. Révoltés par l'interdiction de la manifestation, certains militants ont pris à partie les journalistes présents. « *Toute cette interdiction repose sur du faux* », a lancé Jeremy Durand, 27 ans. « *Le traitement médiatique des incidents de la semaine dernière [lorsqu'une manifestation pro-palestinienne a dégénéré rue de la Roquette, à Paris, NDLR] est disproportionné. Par exemple, aujourd'hui certains brûlent des drapeaux israéliens, je ne le cautionne pas mais malheureusement c'est ce que les médias vont retenir.* »

« *Écoutez : il n'y a aucun slogan anti-juifs* », a pour sa part noté Boudgema, venu de Rouen pour battre le pavé. « *Des juifs prennent aussi part à cette manifestation. Nous savons faire la distinction entre le sionisme et la judéité.* » Pour ce militant de 30 ans, la France est une triste exception. « *La France le seul pays qui a interdit une manifestation pro-palestinienne. C'est tout à fait injuste et illégitime* », a-t-il dénoncé, estimant que l'État français considérerait la population arabo-musulmane comme l'« *ennemi intérieur* ».

Plusieurs rassemblements en soutien aux Palestiniens de Gaza se sont déroulés dans le calme dans plusieurs autres grandes villes françaises, notamment Marseille (3 000 manifestants) ou Lyon (4 000 personnes). À Strasbourg ils étaient 1 300, selon la police, et quelque 1 500 à Avignon, selon l'AFP.

### Charlotte OBERTI

\* France 24. Dernière modification : 19/07/2014 :

<http://www.france24.com/fr/20140719-live-direct-paris-manifestations-pro-palestiniens-gaza-interdiction-israel/>

---

## **Gaza : des manifestations sans incidents dans plusieurs villes françaises**

### **Des milliers de manifestants ont défilé pacifiquement dans plusieurs grandes villes de France pour soutenir les Palestiniens, alors qu'une offensive israélienne est en cours dans la bande de Gaza.**

Si à Paris, de violents affrontements ont émaillé la manifestation interdite de soutien aux Palestiniens ce samedi 19 juillet, les défilés se sont déroulés dans le calme dans plusieurs grandes villes de France, où la plupart étaient autorisés.

Les manifestants pro-palestiniens étaient plus de 4.000 à Lyon, 3.000 à Marseille, 1.700 à Saint-Etienne, entre 1.300 et 2.000 à Lille, 1.300 à Strasbourg, 900 à Nantes, 600 à Clermont-Ferrand, 400 à Montpellier, environ 300 à Bordeaux et 200 à Toulouse.

A Nice, environ 90 personnes selon la police, ont bravé l'interdiction préfectorale en se réunissant place Masséna où ils ont observé une minute de silence « à la mémoire des 337 victimes palestiniennes ». Les slogans scandés bruyamment et les pancartes étaient souvent les mêmes dans les différents cortèges de province : « Halte au massacre à Gaza », « Israël assassin », « Nous

sommes tous des Palestiniens » ou encore « Hollande complice ».

### **Des manifestants dénoncent « un génocide en Palestine »**

Colette Grange, membre du bureau fédéral du Rhône de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), à Lyon, a expliqué : « *On a participé à toutes les manifestations de soutien aux Palestiniens, Israël colonise un autre Etat* ». Un militant de l'Union juive française pour la paix s'est brièvement fait huer par une partie des manifestants lyonnais avant de se faire applaudir après avoir dénoncé « *la prétendue guerre contre le Hamas qui n'est rien d'autre qu'une guerre contre un peuple qui demande sa liberté* ».

A Lille, un autre membre de l'Union juive française pour la paix a assuré qu'il était « *important de dire notre soutien aux Palestiniens contre l'agression qu'ils subissent depuis longtemps* ». Les manifestants lillois ont scandé : « *Médias, dites la vérité, c'est un génocide en Palestine* », le long du parcours.

A Bordeaux, Matthieu Rouveyre, co-premier secrétaire par intérim du PS en Gironde, a dit éprouver « *une certaine honte par rapport à la position du président de la République et du gouvernement* ». « *Je suis pour que le peuple palestinien récupère le territoire qui est le sien* », a-t-il ajouté.

PAR LA RÉDACTION NUMÉRIQUE DE RTL, AVEC AFP

PUBLIÉ LE 20/07/2014 À 08:06 MIS À JOUR LE 20/07/2014 À 08:09

---

## **Malgré la dure répression ordonnée par Hollande 10 000 manifestants à Paris ce Samedi 19 juillet**

### **Communiqué**

Le président Hollande a déclaré aujourd'hui : « *Ceux qui veulent à tout prix manifester en assumeront la responsabilité* ». En nous mobilisant massivement, nous lui avons répondu : « *Ceux qui veulent à tout prix user d'un droit démocratique fondamental ne céderont pas à vos menaces* ».

Dès 14h, des centaines de manifestants ont répondu à l'appel des organisations palestiniennes et solidaires, bravant ainsi l'interdiction maintenue malgré nos recours juridiques et les appels nombreux qui jusqu'au sein du PS demandaient au gouvernement de cesser de se baser sur les mensonges de la LDJ pour attenter aux libertés publiques.

A 15h, plusieurs milliers de manifestants avaient rejoint le carrefour Barbès bouclé par un dispositif policier massif. Les manifestants venant de Gare du Nord ont été refoulés par les forces de l'ordre sur le boulevard Magenta, ce qui a vite créé un attroupement sur le parvis de la Gare.

A 16h, le paroxysme de cette journée de mobilisation populaire en soutien à la résistance palestinienne a été atteint : au moins 7000 personnes à Barbès, 1000 à la Gare du Nord et, en comptant les très nombreuses personnes empêchées de rallier les lieux de rassemblement, nous estimons à 10 000 le nombre total de personnes qui ont bravé la répression aujourd'hui.

Dans ces conditions, à Barbès, la tension est vite montée suite au bouclage de toutes les issues. Les personnes souhaitant quitter le rassemblement en ont été empêchées par les barrages policiers. Un *sit in* a été organisé, très vite pris pour cible par les tirs de flashball, de grenades lacrymogènes et grenades vomitives. Au moins 20 manifestants blessés et souffrant de troubles respiratoires, notamment des femmes et des enfants, ont été décomptés par les organisateurs. A ce stade, malgré les appels au calme répétés des manifestants, la tension est montée et l'escalade s'est poursuivie dans les heures suivantes.

A Gare du Nord, le rassemblement s'est déroulé de façon plus calme. Sans surprise, la police a réservé un traitement plus violent aux habitants du quartier populaire de Barbès, alors que la présence de nombreux touristes à Gare du Nord semble avoir favorisé une relative retenue ; cela rappelle les plus sombres heures de l'ère coloniale. Le rassemblement à Gare du Nord a été dissout à 17h15 ; un peu avant un cortège de 200 personnes avait réussi à rejoindre Barbès. Pendant ce temps, un millier de personnes ont réussi à trouver une issue au quadrillage policier de Barbès, et sont allés en manifestation spontanée défilant du boulevard Magenta à Châtelet, avant de se disperser dans le calme à 18h15. Ceci atteste qu'il était parfaitement possible qu'une manifestation ait lieu à Paris ce jour, comme partout en France. C'est la décision politique, pour ne pas dire idéologique, du gouvernement usant d'une violence disproportionnée qui a créé les conditions des troubles à l'ordre public, dont le gouvernement porte donc la totale responsabilité.

Nous restons mobilisés pour obtenir la libération de nos jeunes camarades interpellés. Notre vigilance est accrue après la condamnation d'un jeune à 4 mois de prison ferme la semaine dernière.

Nos mots d'ordre restent clairs : nous continuerons de nous battre pour pouvoir exprimer notre soutien à la lutte du peuple palestinien, et appelons d'ores et déjà à une manifestation nationale samedi 15h place de la République à Paris.

## **COLLECTIF GAZA**

---

### **VIVE GAZA LA HÉROÏQUE**

La FTCCR condamne l'interdiction de la manifestation de soutien aux habitants de Gaza et à tous les Palestiniens qui devait avoir lieu hier samedi 19 juillet 2014. Les arguments utilisés de risques d'atteintes aux personnes et aux biens sont fallacieux et propagés par des milices de soutien à Israël et à ses politiques coloniales qui veut s'accaparer les terres palestiniennes et en chassez les habitants. Les témoignages et vidéos repris par la presse étrangères prouvent qu'ils n'y a jamais eu d'attaques et qu'il s'agit de provocations ayant pour but d'attirer certains manifestants près de la synagogue. La reprise en compte de cette propagande par le gouvernement est un déni de droit.

Pour la première fois depuis les années cinquante le gouvernement empêche les jeunes des quartiers populaires d'exprimer leurs colères contre les massacres de l'armée israélienne qui n'hésite plus à bombarder des enfants jouant sur la page de Gaza.

La FTCCR fidèle à son histoire de lutte contre l'occupation israélienne soutien la résistance du peuple palestinien et demande à tous les démocrates de refuser d'être complice de ce nouveau massacre. Elle demande à toutes les forces éprises de paix et de justice de s'unir dans UN COLLECTIF UNITAIRE CONVERGEANT pour intensifier les actions pacifiques de soutien. Tous les collectifs

existants doivent s'unir pour exiger la fin du soutien des gouvernements Français et européens aux politiques racistes, expansionnistes et coloniales d'Israël.

La FTCR dénonce les groupes d'extrême droite qui n'ont rien à voir avec la Palestine et sa lutte, et rappelle que le conflit palestinien n'est pas religieux c'est une question de respect des droits des peuples à vivre librement.

La FTCR demande la relaxation de toutes les personnes arrêtées hier à Paris en lien avec la manifestation interdite.

La FTCR appelle à participer à toutes les manifestations de soutien à Gaza et à unifier toutes actions pour :

- HALTE A L'AGRESSION ET AU BLOCUS CONTRE GAZA.
- SOUTIEN TOTAL ET INCONDITIONNEL A LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE SOUS TOUTES SES FORMES.
- LIBERTÉ POUR TOUS LES PRISONNIERS PALESTINIENS.
- SOUTIEN A LA CAMPAGNE B.D.S. : BOYCOTT, DÉSinVESTISSEMENT, SANCTIONS CONTRE L'ÉTAT D'ISRAËL.
- HALTE AU SILENCE COMPLICE DES GOUVERNANTS FRANÇAIS ET EUROPÉENS

---

## **Le pouvoir perdant, la solidarité avec la lutte du peuple palestinien a gagné !**

En interdisant dans plusieurs villes et notamment à Paris, les manifestations de solidarité avec la Palestine, Hollande et le gouvernement Valls ont enclenché une épreuve de force qu'ils ont finalement perdue. Dans toute la France, ce sont aujourd'hui des milliers de manifestant-e-s qui sont descendus dans la rue pour exiger l'arrêt de l'intervention militaire de l'État d'Israël dans la bande de Gaza, pour crier leur révolte face au plus de 300 morts palestiniens depuis le début de cette intervention.

En particulier à Paris, plusieurs milliers de manifestants, malgré l'impressionnant quadrillage policier, ont défié l'interdiction du gouvernement. C'est un succès au vu des multiples menaces de la préfecture et du gouvernement. En fin de manifestation, des échauffourées ont eu lieu entre des manifestants et les forces de l'ordre. Comment aurait-il pu en être autrement au vu de dispositif policier et de la volonté du gouvernement de museler toute opposition à son soutien à la guerre menée par l'Etat d'Israël.

Le NPA condamne les violences policières qui se sont déroulées ce soir à Barbès et affirme que le succès de cette journée ne restera pas sans lendemain. Dès mercredi, une nouvelle manifestation aura lieu à l'appel du collectif national pour une paix juste et durable. La lutte pour les droits du peuple palestinien continue.

Le NPA appelle l'ensemble des forces de gauche et démocratiques, syndicales, associatives et politiques, à exprimer leur refus de la répression et leur solidarité active avec la lutte du peuple

palestinien.

**NPA**, Montreuil, le 19 juillet 2014

---